

Mouise Avazofis  
Apoio 21a

# Lula à la recherche de la croissance

Par les temps qui courent, être social-démocrate n'est franchement pas une sinécure. Marier la croissance et la justice sociale est humainement très louable et économiquement avisé sur le long terme. Mais dans les rudes conditions actuelles du capitalisme, la tâche est décidément très ardue.

Regardez la Suède, modèle entre tous. La majorité social-démocrate y a perdu les élections parce que beaucoup trop de Suédois « profitaient du système » pour ne pas travailler. Le taux de chômage réel, a dit la droite, n'est pas de 5 %, mais de 17 %. A trop vouloir aider les gens... Regardez la Grande-Bretagne. Tony Blair a, lui, voulu investir dans les services publics ruinés par Lady Thatcher. Les Anglais dénoncent quotidiennement la vétusté des trains, des hôpitaux et le coût des écoles privées. Mais ils en veulent à Blair d'avoir levé des impôts. Comment faire avec les contradictions du peuple ?

Dans cette perspective, il faut féliciter Lula da Silva pour sa très probable réélection à la tête du Brésil. L'ancien métallo a dû, lui, faire face à l'impatience du peuple dans des vents archi-contraires. A l'intérieur, d'affligeants scandales de corruption en série ont détourné sa course. A l'extérieur, l'attrance était forte pour la politique soi-disant alternative d'un Hugo Chavez qui, posé sur son baril de pétrole et illuminé par ses conseillers cubains, s'est fait le phare de l'antia-

méricanisme. Comme le note méchamment mais véridiquement *The Economist*, le populiste Chavez, distribuant ses largesses de l'Argentine à l'Afrique, ralliant à sa cause l'atomique Iran et une brochette de dictateurs, de la Biélorussie à la Corée du Nord, a gagné sa bataille internationale. Nouvelle défaite de la social-démocratie incarnée par Lula. Injuste, illusoire, mais, pour le moment, réelle. Sur le front intérieur, la réélection semble assurée. Le peuple a été patient, malgré le bilan assez maigre.

Il a fallu marcher sur le fil du rasoir. Le président précédent de centre droit, Fernando Henrique

Cardoso, est parvenu à convaincre les stratèges du parti de Lula que le drame du Brésil venait de sa mauvaise réputation internationale héritée de sa méconduite passée vis-à-vis des

investisseurs (dévaluations, non-remboursement, laxisme budgétaire). C'est avec cette politique de facilités, précisément celle de Chavez, qu'il faut rompre. Lula a été convaincu. Son gouvernement a tenu ses comptes très serrés avec un excédent budgétaire primaire (avant paiement des intérêts de la dette) de 4,8 % du PIB en 2005. Cette orthodoxie contrainte l'a privé de beaucoup de moyens d'agir pour les pauvres.

Néanmoins, Lula et son ministre des finances Antonio Palocci (jusqu'à mars) ont fait ce qu'ils ont pu et l'électorat populaire en est finalement redevable à ce président venu de ses rangs. Le salaire minimum, qui concerne des millions de

## ÉCONOMIE CHRONIQUE ÉRIC LE BOUCHER

### L'absente

► CROISSANCE PAR TÊTE, HORS INFLATION en %



Source : CEPR

Brésiliens, a été relevé de 19 % en termes réels à environ 140 euros. La pauvreté rurale a été combattue. Une bourse a été créée pour aider les mères à scolariser les enfants. Plus de 11 millions de familles en ont profité. Le chômage s'est stabilisé à 10,7 %, contre 11,7 % fin 2002. L'inflation, critère essentiel de crédibilité monétaire, a été contenue, ce qui est une performance.

Mais la voie était difficile. Les taux d'intérêt réels avaient grimpé à 26 % en octobre 2002, dans la perspective de l'élection de Lula. Le ferme maintien de la politique orthodoxe et l'inflexibilité de la banque centrale ont commencé à rétablir la confiance dans la signature brésilienne, mais les taux réels, s'ils sont redescendus, sont toujours de 11 %, parmi les plus élevés du monde.

Le prix payé est cher : la croissance a été entravée. Quand les oies asiatiques décollent vers les 8-10 %, le Brésil fait quelques pénibles mouvements d'ailes et retombe. Les économistes Mark Weisbrot et Luis Sandoval du CEPR (Center for Economic Policy Research) ont calculé que le PIB par tête des années Lula n'a crû en moyenne que de 1,4 % l'an (voir graphique). Or la croissance est le facteur manquant du Brésil. L'élan des années 1960 et 1970 s'est cassé net sur la crise du pétrole. Depuis, ni les politiques nationalistes et keynésiennes ni les politiques purement libérales n'ont permis de redécoller. La stratégie du milieu, social-démocrate, de Lula est la bonne, mais personne ne lui a fait de cadeau.

Maintenir le cap : seul le rétablissement de la crédibilité du pays apportera des taux enfin moins pénalisants. Pourra alors s'enclencher une spirale positive : le retour des emprunts facilitera les investissements et autorisera la classe moyenne à consommer et à dépenser pour se loger. La baisse des taux entraînera aussi un repli du real et donc un essor des exportations. D'autres blocages de la croissance devront être levés : lutte contre la bureaucratie et l'inefficacité des services publics, réformes du marché du travail et des retraites... Mais tout dépendra, sur ce chapitre, de la majorité dont disposera le président au Congrès. Autrement dit, le second mandat ne sera pas vraiment plus facile que le premier. Il n'y a pas d'autre voie mais, comme dirait le ministre chanteur, Gilberto Gil : *Que duro governar...* ■

## Adieux par Serguei

